



25 septembre 2017

(17-5061)

Page: 1/2

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LE LIBÉRIA

Révision

La communication ci-après, présentée au titre de l'article 15.2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et datée du 21 septembre 2017, a été reçue de la délégation du Libéria.

Conformément à l'article 15.2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, le gouvernement du Libéria souhaite informer le Comité des mesures prises pour assurer la mise en œuvre et l'administration de l'Accord.

L'obligation pour les autorités libériennes compétentes de se conformer aux prescriptions relatives aux procédures de notification et d'information énoncées dans l'Accord OTC a été incorporée dans le Règlement administratif n° MCI/NO.001/09/2015, qui établit un point d'information et de notification au Ministère du commerce et de l'industrie. Des points de contact ont été établis au sein des ministères, organismes et institutions privées qui peuvent adopter des règlements techniques pour assurer le fonctionnement des procédures de notification et du point d'information.

Le Décret exécutif présidentiel n° 74 du 10 décembre 2015 exige que tous les ministères, organismes et institutions privées mentionnés dans le Plan pour l'après-accession du Libéria à l'OMC mettent en œuvre intégralement et dans les délais les activités du plan. Le processus de mise en œuvre est coordonné par le Ministère du commerce et de l'industrie.

Les organismes de réglementation et de normalisation du Libéria, qui incluent les ministères et des organismes, appliquent des politiques fondées sur les normes internationales élaborées, mais pas exclusivement, par les organismes suivants: l'Organisation internationale de normalisation (ISO); la Commission électrotechnique internationale (CEI); la Commission du Codex Alimentarius; l'Organisation internationale de métrologie légale (OIML); le Bureau international des poids et mesures (BIPM); l'Organisation régionale africaine de normalisation (ARSO).

1 ÉLABORATION ET APPLICATIONS DE RÈGLEMENTS TECHNIQUES ET DE PROCÉDURES D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ

1.1. Le cadre juridique de la République du Libéria pour les règlements techniques, les normes et les procédures d'évaluation de la conformité est régi par la Loi exécutive, chapitre 29, article 2, portant création du Ministère du commerce et de l'industrie et habilitant le Ministère à "exercer de larges pouvoirs en matière de protection des intérêts publics et de réalisation des objectifs nationaux en élaborant et en faisant respecter les normes relatives aux marchandises et au commerce". Les projets de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité élaborés par le gouvernement libérien sont publiés sur le site Web du Ministère du commerce et de l'industrie: www.moci.gov.lr. Les notifications sont envoyées à l'OMC.

2 NORMALISATION

2.1. La Loi sur l'organisme national de normalisation est en cours de validation par les parties prenantes et la Commission de réforme législative. Elle sera transmise à l'organe législatif pour être ratifiée avant 2018.

3 DÉLAI ACCORDÉ POUR LA PRÉSENTATION D'OBSERVATIONS

3.1. Le délai prévu pour la présentation d'observations par écrit concernant les projets de règlements techniques, de normes et de procédures d'évaluation de la conformité est de 60 jours, sauf dans certains cas où, selon l'urgence, il peut être allongé ou raccourci suivant les dispositions de l'Accord OTC.

3.2. Le Ministère du commerce et de l'industrie est responsable de la mise en œuvre des accords de l'OMC. Par conséquent, il veille à ce que les obligations contractées au titre des Accords de l'OMC, y compris de l'Accord OTC, soient respectées. La Division des normes du Ministère du commerce a été désignée point d'information et de notification OTC de l'OMC.

3.3. Les observations sur les projets de lois et de règlements peuvent être adressées au point d'information et à l'autorité chargée des notifications. Coordonnées:

Lasana M. Donzo
Coordinator for Standards
Bureau of Industrial Service
P.O. Box 941
Site Web: www.moci.gov.lr
Courrier électronique: info.nep@staff.moci.gov.lr; lmndonzo@staff.moci.gov.lr;
lasanadonzo@yahoo.com
Tél.: 00231886524311/00231770302421

3.4. Le point d'information est responsable des informations et des notifications comme en a décidé le Comité OTC du Libéria. Il reçoit et diffuse auprès des organismes et autorités de réglementation concernés les renseignements sur les obligations du Libéria au titre de l'Accord OTC.

4 LOIS/RÈGLEMENTS PERTINENTS

4.1. Au Libéria, l'application des normes, des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité est régie par différentes lois relevant de plusieurs ministères et organismes énumérés ci-dessous.

Loi/règlement	Article	Champ d'application	Statut
Loi sur le Ministère du commerce et de l'industrie	29.2	Application de normes commerciales	En vigueur
Loi sur le Ministère des transports	37.3 d)	Élaboration, réglementation et suivi des normes pour les véhicules	En vigueur
Loi générale sur les entreprises	1.2	Poids et mesures	En vigueur
Loi adoptant la nouvelle législation sur le pétrole	Chapitre VIII, article 8.3	Spécification technique des produits	En vigueur
Loi de 2017 sur les télécommunications	Partie XI, article 6 a) et b)	Matériel de télécommunication certifié	En vigueur
Loi sur le Ministère des affaires étrangères	20.6	Services juridiques concernant les traités, les conventions, etc.	En vigueur
Loi sur le Ministère des travaux publics	27.2 f)	Application de normes pour la construction	En vigueur
Loi sur l'Autorité de réglementation de produits agricoles de base	Partie IV, article 45	Définition de normes de produits	En vigueur
Loi sur l'Organisme de protection de l'environnement	Partie IV, articles 34 à 37	Application de normes environnementales	En vigueur
Loi sur la santé publique	Chapitre 21, article 5	Normes pour la qualité de l'eau	En vigueur